

Audience publique du 12 juillet 2019

Requête en relevé de forclusion introduite par
Monsieur ..., ...,
en présence du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 43203 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 1^{er} juillet 2019 par Maître Emmanuelle Rudloff, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant au relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai de trois mois imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la décision du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat du 19 mars 2019 portant mise à la retraite d'office ;

Vu la convocation de la quatrième chambre du tribunal administratif du 2 juillet 2019 des mandataires des parties en la chambre du conseil en date du mardi 9 juillet 2019 à 15.15 heures ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 8 juillet 2019 ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Emmanuelle Rudloff et Monsieur le délégué du gouvernement Yves Huberty en leurs plaidoiries respectives en la chambre du conseil en date du 9 juillet 2019.

En date du 19 mars 2019, le Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat prit à l'égard de Monsieur ... une sanction disciplinaire portant mise à la retraite d'office pour non-respect de la dignité de ses fonctions.

En date du 21 juin 2019, le mandataire de l'époque de Monsieur ... lui fit parvenir un courrier recommandé que ce dernier déclare avoir réceptionné le 25 juin 2019, suivant lequel, malgré les instructions reçues par ledit mandataire, aucun recours contentieux n'avait été introduit dans le délai de trois mois devant le tribunal administratif « *et ce malgré [son] mandat clair et répété de se faire* », ledit mandataire déclarant encore que « *cette faute [lui] incombe intégralement et [dont il assume] l'entière responsabilité* ».

En date du 1^{er} juillet 2019, Monsieur ... a fait déposer une requête tendant au relevé de la déchéance de son droit d'agir en justice résultant de l'expiration du délai de trois mois imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la prédite décision du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat du 19 mars 2019.

A l'appui de sa requête, le demandeur déclare avoir chargé « aussitôt » un avocat afin de former un recours contentieux contre la décision précitée du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat du 19 mars 2019 et qu'en date du 25 juin 2019, il aurait reçu le courrier précité de son mandataire de l'époque du 21 juin 2019 par lequel celui-ci lui a déclaré ne pas avoir introduit de recours contentieux contre ladite décision dans le délai de trois mois, et ce malgré les instructions formelles reçues de sa part. Dans ce contexte, le demandeur déclare avoir transmis « *dès réception de la décision du Conseil de Discipline des Fonctionnaires de l'Etat [du 19 mars 2019]* » celle-ci à son mandataire de l'époque, afin que celui-ci introduise un recours devant le tribunal administratif. Du fait que son mandataire de l'époque n'a pas introduit de recours contentieux, il se verrait actuellement obligé de solliciter le présent relevé de déchéance, sur base de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 22 décembre 1986 relative au relevé de déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice, désignée ci-après par « la loi du 22 décembre 1986 », et ce, en considération que ce serait sans faute de sa part qu'un recours contentieux n'a pas pu être introduit, de sorte qu'il estime devoir bénéficier d'un relevé de la forclusion afin d'éviter qu'il ne soit privé « *de faire valoir ses droits* ».

Le représentant gouvernemental conclut au rejet de la requête en relevé de déchéance, au motif que l'inaction du mandataire du demandeur ne pourrait pas justifier le relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai pour agir en justice, alors qu'on ne pourrait pas considérer que le demandeur soit « *totalelement étranger* » à l'omission de son mandataire de l'époque d'introduire le recours contentieux légalement prévu. En effet, du fait que le demandeur aurait eu connaissance, en temps utile, de l'acte ayant fait courir le délai de recours contentieux, il ne saurait être retenu qu'il se serait trouvé dans l'impossibilité d'agir.

La requête en relevé de déchéance, non autrement critiquée quant à la forme et au délai, est recevable.

La loi du 22 décembre 1986 dispose en son article 1^{er} que « *Si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir* ».

Il est constant en cause, pour n'être contesté par aucune des parties à l'instance, que le demandeur s'est vu notifier la décision précitée du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat du 19 mars 2019, de sorte qu'il a eu connaissance de l'acte qui a fait courir le délai.

Ainsi, le demandeur ne rentre pas dans les prévisions du premier cas d'ouverture d'un relevé de déchéance prévu par la loi.

L'article 1^{er} de la loi du 22 décembre 1986 prévoit néanmoins un autre cas d'ouverture pouvant donner lieu au relevé de déchéance, à savoir l'hypothèse dans laquelle, bien que le demandeur ait eu connaissance de l'acte en question, il était dans l'impossibilité d'agir.

Le demandeur se prévaut sous ce rapport du fait qu'il aurait bien donné ses instructions à son précédent avocat pour agir en justice, mais que ledit avocat n'aurait pas introduit de recours dans le délai légal, tel que cela ressort du courrier de son mandataire de l'époque du 21 juin 2019, précité, de sorte qu'il se placerait dans le cadre du second cas

d'ouverture pouvant donner lieu au relevé de déchéance prévu par la disposition légale précitée, appelant le tribunal à examiner si le demandeur a été dans l'impossibilité d'agir.

Au titre de l'impossibilité d'agir, la carence ou la négligence du mandataire n'est toutefois pas de nature à tenir en échec les délais d'ordre public. Dans ce contexte, il convient de rappeler que dans l'hypothèse où un mandataire a été chargé par une personne en vue de l'introduction d'un recours dans une matière dans laquelle le droit de postulation d'un professionnel est la règle, comme celle sous rubrique, réservant aux avocats à la Cour le monopole des recours à intenter au fond contre des décisions administratives individuelles, l'impossibilité d'agir n'est en principe pas donnée, lorsque le mandat pour agir a été conféré en temps utile au professionnel par le justiciable concerné, sauf hypothèse exceptionnelle d'éléments irrésistibles vérifiés dans le chef dudit mandataire¹.

Admettre le raisonnement adverse impliquerait que toute partie demanderesse devrait être relevée de la déchéance, quelle que soit la cause justificative de l'inaction du professionnel concerné, ce qui reviendrait à outrepasser sans cause légitime des délais par ailleurs fixés à titre obligatoire par le législateur, le relevé de déchéance étant à interpréter de façon restrictive, vu son caractère exceptionnel, suivant la loi du 22 décembre 1986. En effet, l'inaction du mandataire de l'administré, susceptible, le cas échéant, d'engager la responsabilité civile du mandataire, ne saurait servir de prétexte à contourner les délais imposés par le législateur sous peine de forclusion.

Or, s'il n'est pas contesté en l'espèce que le demandeur a chargé en temps utile un mandataire pour introduire un recours contentieux, il n'en reste pas moins que ledit recours n'a pas été déposé au greffe du tribunal administratif et que le précédent mandataire, qui reconnaît d'ailleurs, d'après son courrier précité du 21 juin 2019, ne pas avoir introduit de recours contentieux dans le délai légal de trois mois, n'a pas établi un quelconque élément irrésistible dans son chef l'ayant empêché de déposer en temps utile un recours.

Il suit partant de ces éléments qu'il y a lieu de retenir que cette inaction du précédent mandataire du demandeur est imputable audit mandataire.

Conformément aux principes ci-avant dégagés, une erreur commise par le mandataire du justiciable ne peut pas être considérée comme ayant été commise en dehors de la sphère d'action du justiciable qui ne peut, partant, pas être considéré comme s'étant trouvé dans l'impossibilité d'agir. Il s'ensuit que le deuxième cas d'ouverture du relevé de déchéance est à son tour non vérifié en l'occurrence.

Il suit partant de l'ensemble des éléments qui précèdent que la requête en relevé de forclusion n'est pas fondée.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, quatrième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit la demande en relevé de forclusion en la forme ;

au fond, la dit non justifiée ;

¹ cf. trib. adm. 2 octobre 2000, n°12174 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Procédure contentieuse, n° 281 et les autres références y citées.

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Anne Gosset, premier juge,
Stéphanie Lommel, juge,

et lu à l'audience publique du 12 juillet 2019 par le premier vice-président, en présence du greffier Marc Warken.

s. Marc Warken

s. Carlo Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 12 juillet 2019
Le greffier du tribunal administratif